



















TABLE DES MATIERES

A propos	3		
2017-2018: retour sur le 7ème exercice biennal du GI WACAF	4		
Calendrier des activités 2018	5		
Bilan de l'année 2018	6		
Carte des activités GI WACAF en 2018	7		
Aperçu des activités GI WACAF	8		
Retour sur l'atelier sous-régional sur la réponse en zone littorale en cas de			
déversement d'hydrocarbures en Namibie	11		
Evénement externes et conférences	14		
Coopération avec les acteurs internationaux			
Les acteurs internationaux avec qui le Projet travaille	14		
Evénements auxquels le Projet a participé	16		
Activités à venir en 2019	18		
Un réseau de points focaux expérimentés et engagés dans la région	19		
Gouvernance et Secrétariat	20		
La communication du GI WACAF			





Photo de couverture : littoral namibien CC/GI WACAF



À PROPOS

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IPIECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les capacités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet d'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ses

activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ses activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et sept compagnies pétrolières membres de l'IPIECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside. Plus d'informations sont disponibles sur le site Web du Projet.



















2017-2018: RETOUR SUR LE SEPTIÈME EXERCICE BIENNAL DU PROJET GI WACAF

L'année 2017 marque la fin de l'exercice biennal 2016-2017. Comme d'habitude, l'exercice biennal s'est achevé par la Conférence régionale, qui s'est déroulée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en novembre 2017. La Conférence régionale avait pour objectif de déterminer les actions à mener prioritairement au cours du prochain cycle biennal pour renforcer la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région. Ces actions prioritaires ont été résumées dans les recommandations formulées par les délégués nationaux des pays partenaires du GI WACAF et sont toutes présentées dans le Rapport de la Conférence régionale GI WACAF 2017.

Le Secrétariat du Projet GI WACAF a élaboré un plan d'action stratégique et un programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019 sur la base de ces recommandations. Tous deux ont été approuvés par le comité directeur du Projet.

La mise en oeuvre du programme de travail par le Secrétariat du Projet GI WACAF est bien engagée depuis le début du nouvel exercice biennal 2018 : sept activités ont été mises en place au cours du premier semestre. La phase de mise en oeuvre a débuté en mars 2018 avec un atelier national en Afrique du Sud, suivie de plusieurs activités organisées en Afrique occidentale, centrale et australe. L'une de ces activités était un atelier sous-régional sur la réponse en zone littorale en cas de déversement d'hydrocarbures, organisé en Namibie à l'intention des pays anglophones.

Dans le même temps, le Projet a participé à des initiatives externes consacrées à la préparation et à la lutte en matière de pollution par les hydrocarbures dans la région. Reconnu comme acteur régional clé, le Projet GI WACAF a été invité par la fondation MAVA pour apporter son expertise au cours des phases de conception, de validation et de mise en œuvre de l'un des projets portés par la MAVA. Le Projet GI WACAF a également été convié par la Convention d'Abidjan afin de contribuer à l'élaboration du projet de plan d'action pour les normes et standards environnementaux liés aux activités pétrolières et gazières offshores (Protocole Offshore).

©Photo credit: JF/GI WACAF





CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS 2018

Février		Kazakhstan	Réunion annuelle OSPRI
Février	*	Sénégal	Comité de pilotage du Projet MAVA/IDDRI
Mars		Afrique du Sud	Atelier et exercice national sur l'Incident Management System (300)
Mars	*	Sénégal	Comité de pilotage du projet IDDRI/MAVA
Mars		Royaume Uni	IPIECA Oil Spill Group
Mars		Royaume Uni	Interspill
Mai	î	Guinée equatoriale	Mission préparatoire et atelier national sur la planification d'urgence
Mai		Namibia	Atelier national - Cours OPRC niveau II
Juin		Namibie	Atelier sous-régional sur la réponse en milieu littoral
Juin	*	Guinée-Bissau	Atelier national sur le développement d'un système national de préparation et de réponse
Octobre		Bénin	Atelier national sur la planification d'urgence et la révision du PNIU
Novembre		Guinée	Atelier national sur la réponse en milieu littoral
Novembre		Afrique du Sud	Exercice sur l'Incident management system (IMS)
Decembre		France	Réunion de coordination GoGIN

Visant à améliorer la gestion des risques environnementaux liés à l'industrie pétrolière et gazière offshore en Afrique de l'Ouest, le projet est financé par la MAVA et couvre quatre pays partenaires du GI WACAF: la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone. Entre autres fonctions, le GI WACAF siège dans le comité directeur de la Stratégie 3 du Projet MAVA consacré à la planification d'urgence dans la région.

Le Projet GI WACAF a participé à un atelier de cadrage en septembre 2018, organisé par le Secrétariat de la Convention d'Abidjan afin de définir une feuille de route post-signature pour les protocoles additionnels, notamment le Protocole Offshore.

Plus d'informations sont disponibles sur le site internet du projet.

BILAN DE L'ANNÉE 2018

Au cours de l'année 2018, le Projet a mené plusieurs activités portant sur les principaux thèmes du GI WACAF, en particulier la planification d'urgence, tout en couvrant également des sujets supplémentaires tels que le nettoyage du littoral en cas de déversement d'hydrocarbures, qui a été identifié comme sujet important lors de la dernière Conférence régionale en 2017. À ce titre, un atelier sous-régional sur la réponse en milieu littoral, impliquant huit pays anglophones, a été organisé en Namibie.

En 2018, le Projet a également participé à plusieurs

événements externes consacrés aux urgences environnementales et à la préparation et à la lutte contre la pollution. L'équipe du Projet a ainsi pu mettre en évidence l'approche efficace et durable du Projet pour soutenir les efforts de préparation et de lutte face aux déversements d'hydrocarbures dans la région, tout en présentant les bonnes pratiques reconnues au niveau international dans ce domaine, que le GI WACAF s'efforce de promouvoir dans la région.

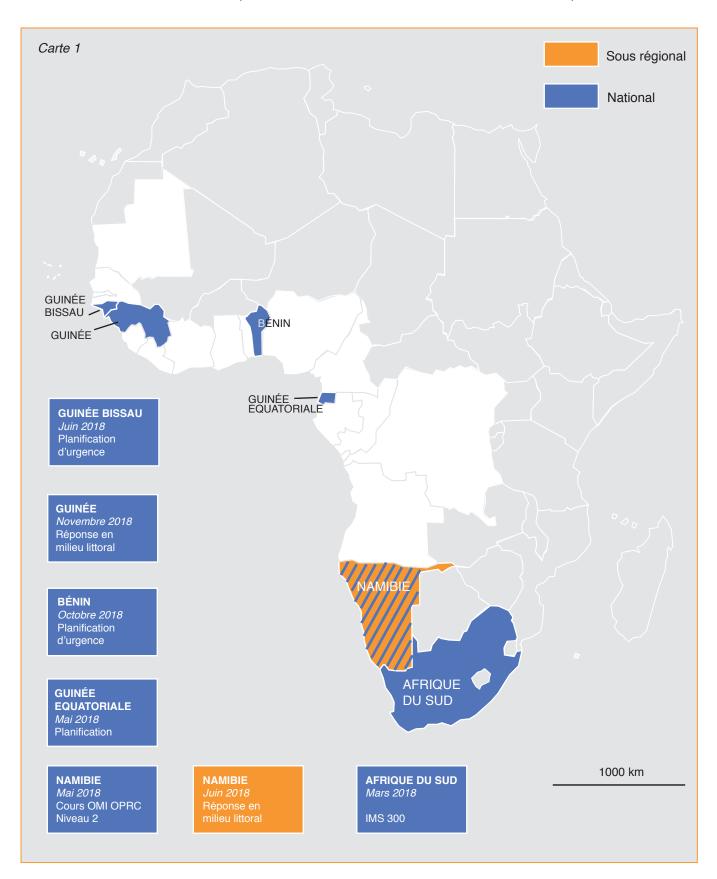
Au total, 7 activités ont été organisées en 2018 dans 6 pays différents (voir carte 1)





LES ACTIVITÉS DU GI WACAF EN 2018

- 1 atelier sous-régional en Namibie ;
- 6 ateliers nationaux en Afrique du Sud, Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale et Namibie.





APERÇU DES ACTIVITÉS GI WACAF EN 2018

MARS, AFRIQUE DU SUD

Atelier national et formation sur « l'Incident Management System (300) »

Trente participants ont pris part à cet atelier, dont l'objectif principal était de fournir aux délégués des connaissances approfondies des systèmes de gestion d'incidents, une méthode normalisée permettant de gérer efficacement les incidents ou événements qui dépassent les capacités des ressources localisées. Pour atteindre les objectifs de l'atelier, les participants ont assisté durant trois jours à de multiples présentations et études de cas et ont pris part aux sessions des groupes de travail, aux discussions et pour finir, à un exercice sur table. Une session de débriefing de l'exercice a été organisée. Les retours et recommandations formulés durant l'atelier sont disponibles dans le rapport en ligne.



© CC / GI WACAF

MAI, GUINÉE ÉQUATORIALE

Mission préparatoire et atelier national sur la planification d'urgence

Le Projet a mené une mission préparatoire et a organisé un atelier national en Guinée-Équatoriale en mai. L'objectif était de consolider le dispositif national de préparation et de lutte contre les pollutions marines accidentelles. Pour ce faire, la délégation GI WACAF a poursuivi deux objectifs principaux : préparer des avant-projets de textes visant à adhérer aux conventions internationales pertinentes de l'OMI et à transposer les principales dispositions de ces conventions dans l'ordre juridique interne et finaliser le projet de plan national d'urgence pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures en cas d'accident.

Plus de 30 participants représentant les différentes entités gouvernementales et privées se sont réunis durant les quatre jours de l'atelier. Des groupes de travail ont été mis en place et des experts de la délégation ont facilité les discussions. À la fin de l'atelier, les participants ont présenté un texte administratif et des recommandations aux autorités publiques de haut niveau.

Un rapport a été préparé par le Projet et soumis aux autorités compétentes.



© JF / GI WACAF



JUIN, GUINÉE-BISSAU

Atelier national pour le développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

Le GI WACAF a organisé un atelier national en Guinée-Bissau en réponse à une demande du pays visant à développer un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Cet atelier a été organisé sur quatre jours par l'équipe du Projet, en étroite collaboration avec le Point Focal du gouvernement. L'atelier visait deux objectifs principaux : la rédaction de documents nécessaires pour permettre la ratification des conventions pertinentes de l'OMI et leur transposition dans la législation nationale et l'initialisation d'un plan d'urgence national contre les déversements d'hydrocarbures.

À la fin de l'atelier, les participants ont présenté un texte administratif et des recommandations sur la voie à suivre. Ces éléments ont été consignés dans un rapport présenté par le Point Focal national du GI WACAF aux autorités publiques au niveau ministériel. Un rapport est disponible sur le site du Projet pour plus de détails.



© Secretary of state for environment and sustainable development – Guinea Bissau

OCTOBRE, BÉNIN

Atelier national sur la planification d'urgence

L'atelier du GI WACAF s'inscrit dans la continuité d'une série d'événements similaires mis en place par les autorités béninoises tout au long de l'année 2018 en vue d'améliorer le Plan National d'Intervention d'Urgence du Bénin.

En dépit de son littoral peu étendu, le Bénin est exposé aux risques liés aux déversements d'hydrocarbures, en raison notamment du nombre élevé de pétroliers qui transitent au large de ses côtes dans le golfe de Guinée et par le port de Cotonou. Ainsi, en 2006, le pays a mis en place un dispositif national de prévention, de préparation et de lutte contre la pollution du milieu marin par les hydrocarbures qu'il convenait de mettre à jour et d'adapter à la lumière des nouveaux défis du pays et de sa récente réorganisation administrative.

Environ 25 participants issus des autorités nationales compétentes ont été formés au Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement



@ Photo credit: EC / GI WACAF

d'hydrocarbures et ont eu l'occasion de le tester dans le cadre d'un exercice de simulation.

Les enseignements tirés de cet exercice et les conclusions des ateliers et exercices précédents ont servi de base pour progresser dans la mise à jour du PNIU.

Le rapport d'activité est disponible en ligne.



JUIN, GUINÉE-BISSAU

Atelier national pour le développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

Le GI WACAF a organisé un atelier national en Guinée-Bissau en réponse à une demande du pays visant à développer un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Cet atelier a été organisé sur quatre jours par l'équipe du Projet, en étroite collaboration avec le Point Focal du gouvernement. L'atelier visait deux objectifs principaux : la rédaction de documents nécessaires pour permettre la ratification des conventions pertinentes de l'OMI et leur transposition dans la législation nationale et l'initialisation d'un plan d'urgence national contre les déversements d'hydrocarbures.

À la fin de l'atelier, les participants ont présenté un texte administratif et des recommandations sur la voie à suivre. Ces éléments ont été consignés dans un rapport présenté par le Point Focal national du GI WACAF aux autorités publiques au niveau ministériel. Un rapport est disponible sur le site du Projet pour plus de détails.



© Secretary of state for environment and sustainable development – Guinea Bissau

OCTOBRE, BÉNIN

Atelier national sur la planification d'urgence

L'atelier du GI WACAF s'inscrit dans la continuité d'une série d'événements similaires mis en place par les autorités béninoises tout au long de l'année 2018 en vue d'améliorer le Plan National d'Intervention d'Urgence du Bénin.

En dépit de son littoral peu étendu, le Bénin est exposé aux risques liés aux déversements d'hydrocarbures, en raison notamment du nombre élevé de pétroliers qui transitent au large de ses côtes dans le golfe de Guinée et par le port de Cotonou. Ainsi, en 2006, le pays a mis en place un dispositif national de prévention, de préparation et de lutte contre la pollution du milieu marin par les hydrocarbures qu'il convenait de mettre à jour et d'adapter à la lumière des nouveaux défis du pays et de sa récente réorganisation administrative.

Environ 25 participants issus des autorités nationales compétentes ont été formés au Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement



@ Photo credit: EC / GI WACAF

d'hydrocarbures et ont eu l'occasion de le tester dans le cadre d'un exercice de simulation.

Les enseignements tirés de cet exercice et les conclusions des ateliers et exercices précédents ont servi de base pour progresser dans la mise à jour du PNIU.

Le rapport d'activité est disponible en ligne.



NOVEMBRE, GUINÉE

Atelier national sur la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures

L'atelier s'est déroulé à Conakry et avait pour objectif de renforcer les capacités du pays en matière de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, compte tenu du fait que l'intensité de la navigation dans le golfe de Guinée et les activités d'exploration offshore qui y sont menées constituent un risque majeur pour les côtes guinéennes. Les participants ont ainsi pu acquérir des

connaissances et des compétences clés, relatives notamment aux techniques d'évaluation et aux opérations de nettoyage, qui les aideront ensuite à élaborer une stratégie adaptée et à mettre en œuvre des moyens efficaces d'intervention à terre. Une visite de terrain et un exercice d'évaluation leur ont en outre permis de mieux saisir les enjeux et les difficultés liés à ce type d'interventions.



@ Photo credit: EC/GI WACAF

Retour sur l'atelier sous-régional sur la réponse en zone littorale en cas de déversement d'hydrocarbures en Namibie

Développement de la capacité de réponse en zone littorale

Lors de la 7e Conférence régionale GI WACAF, qui s'est déroulée en Côte d'Ivoire en novembre 2017, plusieurs pays ont exprimé le souhait de renforcer leurs capacités en matière de réponse en zone littorale en cas de déversement d'hydrocarbures, comme cela est indiqué dans le rapport en ligne. À l'issue de la discussion avec le ministère des

Travaux et des Transports namibien, il a été décidé que la Namibie organiserait un atelier sous-régional sur cette thématique. Tous les Points Focaux non francophones du Projet GI WACAF ont été invités à participer à l'atelier à Swakopmund, en Namibie. Outre la Namibie, le pays d'accueil, les délégations nationales présentes représentaient l'Angola, le Cap-Vert, le Ghana, le Liberia, le Nigeria, la Gambie, la Sierra Leone et l'Afrique du Sud.



Objectifs de l'atelier

L'atelier avait pour objectif général de fournir aux décideurs une connaissance approfondie de la réponse en zone littorale aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel. Les participants à l'atelier étaient des représentants des gouvernements chargés de l'élaboration de dispositifs nationaux de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures dans leurs pays respectifs. Par ailleurs, certains des participants avaient davantage de responsabilités opérationnelles : ils étaient, par exemple, chargés des opérations de lutte à terre et de de la réponse en zone littorale en cas de déversement d'hydrocarbures. Spécialement conçu pour les besoins de ces participants, l'atelier devait couvrir l'ensemble de ces aspects.

Méthodologie à l'intention des décideurs prenant en compte les aspects pratiques

Pour atteindre les objectifs de l'atelier, les participants ont assisté durant trois jours à de multiples présentations et études de cas et ont pris part aux sessions des groupes de travail.

L'atelier portait essentiellement sur les questions suivantes :

- 1. Comment définir les stratégies de réponse en zone littorale en fonction du type d'hydrocarbures déversés, du type de littoral et de l'équipement disponible ?
- 2. Comment organiser les opérations de nettoyage du littoral et comment mettre en œuvre les différentes techniques ?
- 3. Comment décider quand mettre fin aux opérations de réponse en zone littorale?
- 4. Comment tenir compte des aspects de réponse en zone littorale au sein d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures ?

Un exercice a également été organisé sur une journée.

Cet exercice était une application pratique des concepts de la réponse en zone littorale présentés par les modérateurs tout au long de l'atelier. Le but de cet exercice était de permettre aux parties prenantes de mettre en pratique leur expérience personnelle et les connaissances techniques acquises durant l'atelier.

Exercice sur table sur la réponse en zone littorale : aspects stratégiques

1

Sur la base d'un scénario hypothétique de déversement accidentel d'hydrocarbures, les participants ont été répartis en groupes de travail et ont dû élaborer un plan de gestion du littoral détaillant les stratégies de nettoyage qu'ils jugeaient les plus appropriées.

À la fin de la phase 1, les participants devaient avoir élaboré une stratégie de réponse en zone littorale.

Visite du littoral pollué - Reconnaissance

2

Les participants ont été invités à une visite de terrain sur le littoral afin d'identifier la pollution par les hydrocarbures, qui avait été simulée au moyen de composants naturels déposés le long de la côte, devant le lieu de la conférence.

Pour ce faire, ils ont dû noter leurs observations dans un formulaire approprié, de manière rigoureuse, car celui-ci serait régulièrement utilisé au cours des phases suivantes de l'exercice pratique.

Les conclusions de cette visite ont servi de rapport de reconnaissance, qui a permis d'orienter les actions des participants au cours de la phase 3.

Organisation du travail de terrain

3

Cette session en classe était consacrée à l'organisation théorique du travail de terrain sur le site pollué observé par les participants lors de la phase 2. Les participants ont dû planifier les aspects opérationnels de l'intervention en s'appuyant sur les informations collectées lors de la phase 2.

L'organisation du travail de terrain devait être la plus réaliste possible, compte tenu de sa mise en œuvre sur le terrain par les participants lors de la phase 4.



Exercice de travail de terrain

4

La phase 4 était consacrée à la mise en œuvre du plan opérationnel élaboré au cours de la phase 3. Les participants pouvaient tenir le rôle d'observateur ou de personnel d'intervention. Accompagnés par les modérateurs, ils ont entrepris l'installation d'un chantier avec l'équipement qui leur a été fourni.

Débriefing de l'exercice

5

Un débriefing « à chaud » a été réalisé en présence de l'ensemble des délégués afin d'avoir leur avis sur l'exercice et de l'inclure dans le rapport comportant les sections suivantes : groupes de travail, évaluation sur le terrain et exercices de travail de terrain.

Recommandations

Les participants ont été encouragés à discuter et à échanger tout au long de l'activité, en particulier lors de sessions spécialement consacrées aux échanges. Les discussions ont porté sur l'élaboration et l'état d'avancement des stratégies de réponse en zone littorale au niveau national et sur la manière de lier cette stratégie au dispositif national de préparation à

la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Les modérateurs ont saisi l'occasion qui leur a été donnée pour formuler des recommandations sur ce qui doit être pris en compte lors des phases de planification et d'intervention et ont discuté des différentes manières possibles de surmonter les obstacles éventuels.

Les principales recommandations sont résumées ci-dessous :

- Élaborer des cartes de vulnérabilité du littoral et/ou les mettre à jour afin d'identifier les différents types de substrats (sablonneux, rocheux, boueux), en détaillant les priorités concernant les opérations de nettoyage et les zones spécifiques à protéger en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures (ressources environnementales et économiques);
- Identifier les techniques de nettoyage les plus adaptées après avoir défini les priorités en matière de nettoyage du littoral, avec pour objectif d'être efficace et de réduire au maximum l'impact sur l'environnement;
- Établir et/ou localiser des stocks de matériel pouvant être utilisés en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ;
- Intégrer et développer une organisation spécifique dans le plan national d'intervention d'urgence décrivant le personnel clé ainsi que le rôle et les responsabilités de chacun ; et

- Élaborer des procédures spécifiques en annexes du plan national d'intervention d'urgence afin de guider le personnel d'intervention sur le terrain lors des opérations de nettoyage. Ces procédures devraient aider l'équipe d'intervention à répondre aux questions suivantes : comment évaluer la contamination du littoral ? Comment installer un chantier ? Comment gérer la santé et la sécurité ? Comment choisir parmi les différentes techniques de nettoyage ? Comment gérer les déchets ? Comment décider quand mettre fin à l'intervention ?

Le rapport final d'activité est disponible en ligne.



RÉUNIONS EXTERNES ET CONFÉRENCES

MARS, ROYAUME-UNI

IPIECA - Oil Spill Group

La réunion du Groupe de travail sur les déversements accidentels d'hydrocarbures (Oil Spill Working Group) de l'IPIECA, organisée à Londres, a permis d'échanger sur les activités des différents programmes de l'Initiative mondiale. Le Chef de Projet du GI WACAF a présenté les conclusions de la Conférence régionale

et le programme de travail pour le prochain exercice biennal 2018-2019. Les participants ont également discuté des conférences internationales et des ateliers sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures organisés en 2018

MARS, ROYAUME-UNI

Interspill

Interspill est la conférence et exposition sur les déversements accidentels d'hydrocarbures la plus importante de l'industrie. Elle traite des questions pouvant apparaitre lors de futurs déversements d'hydrocarbures, y compris la prévention, la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et la remise en état du milieu.

Interspill fournit une plate-forme unique permettant aux professionnels de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures, au milieu universitaire et aux gouvernements de discuter et d'échanger entre eux. Le Secrétariat du GI WACAF a pris part à la conférence Interspill et a rencontré des experts de l'industrie, des consultants ainsi que les représentants nationaux du GI WACAF réunis pour l'occasion.

COOPÉRATION AVEC LES ACTEURS INTERNATIONAUX

INSTITUTIONS AVEC LESQUELLES LE PROJET TRAVAILLE

La fondation MAVA

La fondation MAVA soutient la conservation au bénéfice des êtres humains et de la nature à travers quatre programmes, dont l'un concerne la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest. Développé dans le cadre de ce programme, le plan d'action 4 vise à promouvoir une gestion durable des activités pétrolières et gazières. Ce plan d'action est mis en oeuvre au titre du projet COBIA. Les pays concernés par cette initiative sont la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone. Une partie de ce projet est consacrée à la planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région. Le GI WACAF et la MAVA travaillent de concert sur cet aspect particulier.





OSPRI

L'initiative régionale pour la préparation aux déversements accidentels d'hydrocarbures (OSPRI) facilite l'établissement de partenariats entre les gouvernements et l'industrie en vue de développer des activités de préparation et d'intervention efficaces en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région de la mer Caspienne, de la mer Noire et de l'Asie centrale. À l'instar du GI WACAF, OSPRI fait partie de l'Initiative

Mondiale, un programme à travers lequel l'OMI et l'IPIECA coopèrent pour encourager l'amélioration de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures accidentels.



La Convention d'Abidjan

La Convention relative à la coopération en matière de protection, de gestion et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la Côte Atlantique et de la région de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud (en abrégé la Convention d'Abidjan) couvre des pays allant de la Mauritanie à l'Afrique du Sud. La Convention constitue un cadre juridique global pour les activités maritimes en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud. Un protocole additionnel à la Convention sur l'établissement de normes et de standards environnementaux liés aux activités pétrolières et gazières offshores est en cours d'élaboration. Le GI WACAF a participé aux ateliers pour apporter son expertise sur ce sujet.



GoGIN

Le projet GoGIN (Gulf of Guinea Inter-Regional Network) vise à renforcer la coopération interrégionale du Sénégal à l'Angola en matière de sécurité et sûreté maritimes en appuyant directement la mise en oeuvre des conclusions du sommet de Yaoundé et du Code de conduite. Le projet GoGIN et le GI WACAF coopèrent sur les sujets relatifs aux pollutions marines par les hydrocarbures dans la région.





Benguela Current Commission

La Commission du courant de Benguela (BCC) est une initiative multisectorielle et intergouvernementale fondée par l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. Elle promeut la vision du grand écosystème marin du courant de Benguela, qui consiste à préserver le bien-être des humains et le bien-être des écosystèmes. La BCC élabore actuellement un cadre sous-régional relatif à la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, une initiative bienvenue que le GI WACAF soutient.



ÉVÉNEMENTS AUXQUELS LE GI WACAF A PARTICIPÉ

FÉVRIER, AZERBAIDJAN

Réunion annuelle d' OSPRI

OSPRI est un des programmes apparentés au GI WACAF, partageant les mêmes objectifs que ceux de l'Initiative mondiale pour aider les pays à développer et renforcer leurs capacités de préparation, de lutte et de coopération contre les déversements d'hydrocarbures dans la région de la mer Noire et de la mer Caspienne. Le Chef de Projet GI WACAF s'est rendu à Bakou, au Kazakhstan, pour participer en tant qu'observateur à la réunion annuelle d'OSPRI, au cours de laquelle un bilan annuel des activités organisées en

2017 dans les différents pays de la région a été présenté, et la stratégie du projet revue et endossée par le comité directeur. Le Chef de Projet d'OSPRI, M. Taylor, participe de manière régulière aux Conférences régionales GI WACAF. Ces échanges inter-projets sont très bénéfiques pour échanger les bonnes pratiques et expérience en vue d'atteindre un objectif commun, à savoir le renforcement de capacités des pays à se préparer et à lutter en matière de pollution par les hydrocarbures.

FÉVRIER, SÉNÉGAL

Comité de pilotage du projet MAVA/IDDRI sur la gestion environnementale des activités gazières et pétrolières offshore en Afrique de l'Ouest

Le Secrétariat du GI WACAF a été invité par l'IDDRI et la fondation MAVA à participer au premier comité de pilotage du projet MAVA/IDDRI sur la gestion environnementale des activités gazières et pétrolières offshore en Afrique de l'Ouest organisé à Dakar, au Sénégal. Ce premier comité de pilotage visait à rassembler tous les acteurs impliqués dans ce projet.

Les responsables ont présenté leur stratégie et leurs attentes afin que les participants puissent mieux comprendre l'ensemble du projet. Un plan de suivi visant à évaluer les progrès et les résultats obtenus par le projet a également fait l'objet de discussions, tout comme les canaux de communication et les procédures de rapport.

@JF/GI WACAF





MARS, SÉNÉGAL

Atelier de développement d'un programme de travail pour renforcer les capacités de lutte contre les risques de pollution liés aux activités gazières et pétrolières offshore en Afrique de l'Ouest (MAVA/IDDRI)

Le Projet GI WACAF a été invité par l'IDDRI et la fondation MAVA à participer à un atelier à Dakar, au Sénégal. Cet atelier avait pour objectif la consultation des parties prenantes impliquées dans la Stratégie 3 du projet MAVA/IDDRI, consacrée à la planification d'urgence et dirigée par le secrétariat de la Convention d'Abidjan.

En tant que partie prenante reconnue du comité directeur de cette stratégie, le GI WACAF a pu partager son expertise et examiner les synergies possibles, évitant ainsi tout chevauchement d'activités dans la région.

SEPTEMBRE, CÔTE D'IVOIRE

Protocole Offshore de la Convention d'Abidjan

Afin de définir une feuille de route post-signature pour les protocoles additionnels qui devraient être adoptés d'ici fin 2018, le Secrétariat de la Convention d'Abidjan a organisé un atelier de cadrage du 5 au 7 septembre 2018. Le Projet GI WACAF a participé à l'atelier aux côtés des représentants gouvernementaux des pays membres de la Convention d'Abidjan, ainsi que des représentants d'ONG, le secteur privé et d'autres organisations telles que l'International Association of Oil & Gas Producers (IOGP). Les quatre protocoles additionnels qui ont fait l'objet de discussions étaient ceux portant sur la pollution due aux sources et activités terrestres (LBSA), les normes et standards environnementaux liés aux activités pétrolières et gazières offshores (Protocole Offshore), la gestion intégrée de la zone

côtière (GIZC) et la gestion durable de la mangrove. Le Protocole Offshore est un outil réglementaire à vocation régionale qui complète idéalement les conventions de l'OMI. Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient de développer pour chacun de ces quatre protocoles :

- un plan d'action pour la mise en oeuvre du protocole et analyser les synergies nécessaires avec les autres protocoles au niveau national et sous-régional ; et
- une feuille de route pour le processus de transposition des protocoles dans les lois nationales.

Le GI WACAF a participé au groupe de travail consacré au Protocole Offshore pour donner des conseils et formuler des observations. De manière plus générale, le GI WACAF a soutenu la Convention d'Abidjan dans l'élaboration de ce protocole et de son plan d'action, et continuera à soutenir la Convention sur ce sujet.

NOVEMBRE, AFRIQUE DU SUD

Exercice IMS



Le GI WACAF a participé à un exercice conjoint entre le gouvernement d'Afrique du Sud et l'industrie sur le système de gestion des incidents en cas de déversement d'hydrocarbures à Port Elizabeth. Le but de l'exercice était de tester le Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures, ainsi que le projet de plan d'urgence pour la préparation et la gestion de la faune mazoutée. Cet exercice est le deuxième exercice conjoint entre le gouvernement et l'industrie mené dans le cadre de l'opération Phakisa, une initiative du gouvernement sud-africain visant à accélérer la mise en œuvre de solutions aux problèmes de développement soulignés dans le Plan de développement national (PND) 2030.



DECEMBRE, PARIS

Réunion de coordination GoGIN

Le GI WACAF a été convié, aux côtés d'importants partenaires institutionnels tels que l'Union européenne, le programme maritime de l'US AFRICOM, l'ONUDC ainsi que des pays partenaires, à participer à la réunion de coordination GoGIN avec les partenaires internationaux de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, qui s'est tenue à Paris les 18 et 19 décembre 2018.

Le projet GoGIN vise à favoriser la coopération interrégionale du Sénégal à l'Angola en matière de sécurité et sûreté maritimes. Cette rencontre avait pour objectifs de favoriser la connaissance mutuelle et l'échange d'informations entre les initiatives de chaque partenaire et d'identifier de potentiels axes de coopération entre les partenaires internationaux œuvrant pour la sécurité et la sureté maritimes dans le golfe de Guinée.

ACTIVITÉS À VENIR POUR 2019

Q1	Côte d'Ivoire	Atelier sous-régional sur la ratification et l'application des conventions internationales de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et à la responsabilité civile et l'indemnisation
	Liberia	Atelier national sur l'Incident management system (IMS)
Q2	Togo	Atelier national sur le régime international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarburesn
	Côte d'Ivoire	Exercice national pour tester le PNIU
	Nigeria	Atelier national sur le régime international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarburesn
Q3	RDC	Atelier national sur la plannification d'urgence et la révision du PNIU
	Namibie / Angola	Exercice transfrontalier
	Ghana	Formation des formateurs - cours OMI
	Afrique du Sud	Conférence régionale
Q4	Afrique du Sud	Atelier national sur les cours OPRC
	Gabon	Atelier antional sur l'utilisation des dispersants



UN RÉSEAU DE POINTS FOCAUX EXPÉRIMENTÉS ET ENGAGÉS DANS LA RÉGION

Le Projet GI WACAF s'appuie sur un réseau de Points Focaux issus des gouvernements et de l'industrie qui assurent la mise en œuvre effective du programme de travail. L'année dernière, la participation active des Points Focaux a été encore une fois déterminante pour la réussite du Projet. Toute l'équipe du Projet GI WACAF saisit cette occasion pour remercier tous les Points Focaux, et en particulier ceux qui sont reconnus ci-dessous pour leur engagement et leurs contributions aux réalisations des objectifs du GI WACAF au cours de l'année 2018.



Octavio Cabral - Guinée Bissau

Octavio Cabral est le Point Focal du GI WACAF. Il siège au sein du Secrétaire d'État à l'Environnement et a joué un rôle essentiel lors de l'activité nationale portant sur le Plan National d'Intervention d'Urgence qui s'est déroulée en juin 2018.



Germain Jessugnon Ahissou - Benin

Germain Jessugnon Ahissou est Directeur adjoint de la Marine Marchande béninoise. Il a pris l'initiative d'organiser un atelier national pour tester et améliorer le Plan National d'Intervenion d'Urgence du Bénin. L'activité a rassemblé des participants issus de toutes les autorités impliquées dans la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au Bénin.



Mohammed Lamine Sidibé - Guinée

Mohammed Lamine Sidibé est Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières au Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts en Guinée. Grâce à l'engagement de M. Sidibé, un atelier national portant sur le nettoyage du littoral en cas de déversement d'hydrocarbures et sur la poursuite de la révision du Plan National d'Intervention d'Urgence de Guinée a été organisé à Conakry.



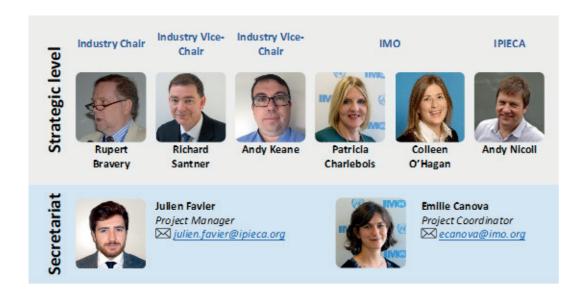
L'ÉQUIPE DU PROJET

Niveau stratégique

Andy Keane de Shell a été élu comme vice-président pour l'industrie.

Niveau exécutif

Au cours de l'automne 2018, le Projet GI WACAF a accueilli une nouvelle équipe. Emilie Canova a pris la succession de Julien Favier comme Coordinatrice du Projet. Julien Favier a lui-même remplacé Clément Chazot comme Chef de Projet. Ensemble, ils forment une équipe complémentaire, prête à continuer à poursuivre les objectifs imporants du Projet.





COMMUNICATION



Site internet

Le Secrétariat a continué de mettre à jour et d'améliorer le site internet du projet.



Le rapport semestriel 2018

A la mi-2017, le GI WACAF a publié le rapportsemestriel 2017. Il comprend des détails sur les activités dans la région ainsi que sur les engagements externes organisés au cours dela première moitié de l'année. Le documentest disponible sur le site en anglais et en français.









Le Projet GI WACAF est une coopération OMI / IPIECA













